

## Nouvelles locales du mercredi 19 février 2014

@rib News, 19/02/2014 ĩ Politique - Les Cinq ministres récemment nommés au Gouvernement ont prêté serment ce mercredi   l h micycle de Kigobe devant le président de la République et les deux chambres du Parlement burundais. Etaient aussi présents les ambassadeurs accrédités   Bujumbura, les corps de défense et de sécurité et autres invités. On pouvait aussi remarquer la présence de Jacques Bigirimana et Concilie Nibigira respectivement reconnus par le ministre de l Int rieur comme président du parti FNL et de l Uprona. Seul le député Bonaventure Niyoyankana n est pas présent parmi les élus du parti de Rwagasore.

Pour rappel Mberamiheto Ernest a été nommé ministre de la Bonne gouvernance et de la Privatisation, sous la proposition de Jean Minani puisque le nom d Issa Ngendakumana avait été rejeté par Nkurunziza. De même, Virginie Ciza du Cnnd-Fdd a été nommée ministre des Transports. Les ministres issus de l Uprona sont   : Tharcisse Nkezabimana nommé au portefeuille de la Communication, Dieudonné Giteruzi nommé ministre du Développement communal et Marie Rose Nizigiyimana ministre du Commerce et de l Industrie. Cette dernière a eu   répéter sur place son serment après en avoir mal lu le texte. [rtnb/bonesha/isanganiro/rtr] - La section de la JRR dans les Universités tant publiques que privées a sorti une déclaration ce mardi pour marquer leur soutien aux initiatives de Charles Nditije et de Ngayimpinda Evariste afin de sauver le parti Uprona. Selon cette déclaration, les jeunes Upronistes des Universités affirment qu ils ne reconnaissent pas et ne reconnaîtront jamais la direction du l Uprona assurée par Concilie Nibigira. De même et par voie de conséquence, ils assurent qu ils ne reconnaissent pas le Premier vice-président et les trois ministres nommés au Gouvernement comme représentants des Badasigana puisque ces noms ont été fournis par une personne qui avait été suspendue du parti Uprona par le comité central. Ils demandent ainsi aux organes de l Uprona reconnus par les Badasigana de continuer le processus de réunification de ce parti. Ils demandent aussi au ministre de l Int rieur de laisser la liberté au parti Uprona afin qu il s organise. Ils demandent aussi la libération de Thacien Sibomana [rpa/bonesha/isanganiro/rtr] - Le comité directeur du parti Uprona dans la province de Bururi affirme qu il soutient le député Charles Nditije et le professeur Evariste Ngayimpinda qui ont été élus par le comité central du parti Uprona pour diriger ce parti. Dans un communiqué rendu public ce mardi, les membres de ce comité précisent que seuls les membres de ce parti sont compétents pour désigner leurs représentants et trouvent ainsi inopinée l intervention de Nduwimana dans les affaires du parti Uprona. Ils demandent ainsi   tous les Badasigana de soutenir et de rester soudés derrière ces représentants qu ils ont eux-mêmes mis en place. Ils demandent aussi la libération de Thacien Sibomana pour qu il puisse continuer   aider dans le processus de réunification de ce parti du prince. [isanganiro] - Le député Charles Nditije affirme que les ministres qui viennent d entrer au Gouvernement ne représentent aucunement le parti Uprona. Selon lui, le président Nkurunziza qui avait demandé au comité central du parti Uprona de fournir les noms de ceux qui doivent remplacer les ministres démissionnaires n a pas suivi la liste pourtant re sue dans les délais. Ainsi, il constate que l Uprona n a pas quitté le Gouvernement, mais qu il en a été chassé par le président Nkurunziza. Il demande aux Badasigana de rester sereins et de ne pas céder   la provocation de certains éléments des forces de l ordre. Le professeur Evariste Ngayimpinda ajoute que le ministre de l Int rieur doit cesser d interpr ter les membres du parti Uprona comme ceux d un quelconque autre parti politique puisqu ils ne sont pas les mêmes. Selon lui, ces statuts sont clairs en ce qui est de la direction du parti Uprona puisqu ils annoncent que l organe suprême est l assemblée générale suivie du comité central et en troisième position viennent le président et le vice-président agissant collectivement et non individuellement comme Nduwimana est en train de l instaurer. Il rappelle aussi qu entre deux assemblées générales, c est le comité central qui dirige le parti et non les organes ayant terminé leur mandat. [bonesha/isanganiro/rtr/rpa] - Le président de l ADC-Ikibiri estime quant   lui que le Gouvernement actuel du Burundi est inconstitutionnel. Léonce Ngendakumana constate que le président est en train d agir pour satisfaire certains intérêts sectaires personnels et de son parti. Il demande au président Nkurunziza de dialoguer avec les membres du parti Uprona pour dénouer la crise au gouvernement. Selon lui, les ministres qui viennent d entrer au gouvernement ne seront pas légitimes puisque le parti pour lequel ils se réclament ne les reconnaît pas. Il trouve que cela n est pas sans cause des conséquences graves pour le pays étant donné que le parti politique concerné n est pas n importe quel parti. [bonesha/isanganiro/rtr] ĩ Justice - La défense de Thacien Sibomana se dit inquiète de la situation dans laquelle se trouve son client. Mètre Anatole Miburo trouve que les interrogatoires ont été terminés   la police et que par la suite, soit le dossier devrait être transmis au parquet de la République dans la mairie de Bujumbura afin qu il puisse être entendu   ce niveau, soit le prévenu devrait tout simplement être relâché. Selon lui, il y a une autre main invisible de laquelle l OPJ qui l a entendu attend des ordres. Il demande dans ce contexte que son client soit libéré puisque m  les chefs d accusation   sa charge changent du jour au lendemain et cela montre réellement qu il n y a pas d accusation   sa charge. [isanganiro/rtr] ĩ Société L international Crisis Group vient de publier un rapport sur la situation foncière au Burundi. Selon ce rapport, 14 ans après la signature des accords d Arusha, les attentes en domaine foncier n ont pas réalisées comme convenu suite surtout au manque de l ind pendance de la magistrature et   une politique en la matière qui ne permet pas une bonne appréhension des vrais problèmes dans ce domaine. Il ajoute aussi que m  si ces accords prévoient la manière dont les rapatriés devraient regagner leurs biens, cela n est pas en train d  tre fait de la manière convenue et tranquillisant. Ainsi, vu le manque de consensus qui a caractérisé la mise en place de la loi sur la CNTB et considérant que les politiciens peuvent récupérer la question foncière lors de la campagne électorale de 2015, l ICG recommande au gouvernement burundais de revoir la loi régissant le CNTB afin qu elle comprenne des dispositions relatives aux avis et des considérations des uns et des autres   de revoir la politique de distribution des terres   et de mettre en place un comité inter ministériel qui s occupera de la question des indemnisations. [bonesha/isanganiro/rtr/rpa]